

Commune de Villars-Epeney

**REGLEMENT COMMUNAL SUR
LA GESTION DES DECHETS**

2014

Directives communales

2020

Table des matières

<u>Chapitre premier</u>	<u>DISPOSITIONS GENERALES</u>
Article premier	Champ d'application
Article 2	Définitions
Article 3	Compétences
<u>Chapitre 2</u>	<u>GESTION DES DECHETS</u>
Article 4	Tâches de la Commune
Article 5	Ayants droit
Article 6	Devoirs des détenteurs de déchets
Article 7	Récipients et remise des déchets
Article 8	Déchets exclus
Article 9	Feux de déchets
Article 10	Pouvoir de contrôle
<u>Chapitre 3</u>	<u>FINANCEMENT</u>
Article 11	Principes
Article 12	Taxes
Article 13	Décision de taxation
Article 14	Echéance
<u>Chapitre 4</u>	<u>SANCTIONS ET VOIES DE DROIT</u>
Article 15	Exécution par substitution
Article 16	Recours
Article 17	Sanctions
<u>Chapitre 5</u>	<u>DISPOSITIONS FINALES</u>
Article 18	Abrogation
Article 19	Entrée en vigueur

Annexe 1 : Contenu de la directive communale prévue à l'article 3 du règlement type (proposition)

En vertu de la loi cantonale sur la gestion des déchets (LGD) et de la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE), la Commune de Villars-Epeney édicte le règlement suivant :

Chapitre premier – DISPOSITIONS GENERALES

Article premier.- Champ d'application

¹Le présent règlement régit la gestion des déchets sur le territoire de la Commune de Villars-Epeney

²Il s'applique à l'ensemble du territoire de la Commune et à tous les détenteurs de déchets.

³Les prescriptions de droit public fédérales et cantonales applicables en la matière demeurent réservées.

Article 2.- Définitions

¹On entend par déchets urbains les déchets produits par les ménages, ainsi que les autres déchets de composition analogue, provenant par exemple des entreprises industrielles, artisanales ou de services, des commerces et de l'agriculture.

²Sont notamment réputés déchets urbains :

- a) Les ordures ménagères, qui sont des déchets incinérables mélangés.
- b) Les objets encombrants, qui sont des déchets incinérables ne pouvant pas être introduits dans les récipients autorisés pour les ordures ménagères, du fait de leurs dimensions.
- c) Les déchets valorisables, qui sont des déchets homogènes collectés séparément pour être réutilisés, recyclés ou traités, tels que le verre, le papier, les déchets compostables, les textiles et les métaux.

³Les déchets spéciaux sont les déchets définis comme tels par le droit fédéral, dont l'élimination exige la mise en œuvre de mesures particulières pour être respectueuse de l'environnement.

Article 3.- Municipalité

¹La Municipalité assure l'exécution du présent règlement.

²Elle édicte, à cet effet, une directive que chaque administré est tenu de respecter. La directive précise notamment le mode de collecte des ordures ménagères, des objets encombrants et des déchets valorisables.

³La Municipalité peut déléguer tout ou partie de ses tâches à des organismes indépendants.

⁴Elle collabore avec les autres communes dans le cadre des périmètres régionaux définis par le plan cantonal de gestion des déchets.

Chapitre 2 – GESTION DES DECHETS

Article 4.- Tâches de la Commune

¹La Commune assure la gestion des déchets urbains de son territoire. Elle est également responsable de l'élimination des déchets de la voirie communale et de celle des petites quantités de déchets spéciaux détenus par les ménages et non repris par les fournisseurs.

²Elle adopte une politique de gestion des déchets respectueuse de l'environnement, qui s'inscrit dans une stratégie de préservation des ressources naturelles et qui tient notamment compte de l'entier du cycle des matières.

³Dans ce cadre, elle encourage en particulier les mesures qui visent à :

- a) éviter ou limiter la production de déchets ;
- b) allonger la durée de vie des biens de consommation et favoriser leur réutilisation ;
- c) recycler les matériaux, en mettant en place des infrastructures de collecte et de tri efficaces, répondant aux besoins des utilisateurs dans les limites des contraintes techniques, économiques et écologiques ;
- d) valoriser les matières, en acheminant les déchets vers des filières appropriées de recyclage ou d'incinération

⁴Elle encourage le compostage décentralisé des déchets organiques, dans les jardins ou dans les quartiers. Elle organise un service de broyage. Elle veille à ce que les déchets organiques qui lui sont remis soient traités dans les règles de l'art.

⁵Elle informe les administrés sur les mesures qu'elle met en place.

Article 5.- Ayants droit

¹Les tournées de ramassage et les postes de collecte des déchets sont à la disposition exclusive de la population et des entreprises qui résident dans la Commune.

²Il est interdit d'utiliser cette infrastructure pour éliminer des déchets qui ne sont pas produits sur le territoire de la Commune.

Article 6.- Devoirs des détenteurs de déchets

¹Les détenteurs d'ordures ménagères et d'objets encombrants les remettent lors des ramassages organisés par la Commune ou les déposent dans les postes de collecte prévus à cet effet, selon la directive communale. Il en va de même pour les déchets valorisables.

²Les ménages compostent les déchets organiques, tels que branches, gazon, feuilles, déchets de cuisine. S'ils n'en ont pas la possibilité, ils les remettent conformément à la directive communale.

³Les déchets spéciaux sont éliminés par leurs détenteurs selon les prescriptions fédérales et cantonales en vigueur.

⁴Les ménages retournent en priorité aux points de vente les déchets spéciaux qu'ils détiennent, ainsi que les déchets valorisables pour lesquels une finance d'élimination est comprise dans le prix de vente. Les petites quantités non reprises par les points de vente sont remises aux postes de collecte ou lors des ramassages précisés par la directive communale.

⁵Les autres déchets sont éliminés par leurs détenteurs, à leurs propres frais. Ils ne peuvent pas être remis lors des ramassages ni déposés dans les postes de collecte publics, à moins d'une autorisation expresse de la Municipalité.

⁶Les entreprises peuvent être tenues d'éliminer elles-mêmes les quantités importantes de déchets valorisables et, avec leur accord, les autres déchets urbains qu'elles détiennent.

⁷Il est interdit d'introduire des déchets, même broyés, dans les canalisations et de déposer des déchets en dehors des lieux et des horaires prévus par la directive communale.

Article 7.- Récipients et remise des déchets

¹Les déchets sont remis exclusivement dans les récipients autorisés à cet effet et de la manière précisée dans la directive communale.

Article 8.- Déchets exclus

¹Les déchets suivants sont exclus des ramassages ordinaires d'ordures ménagères et de déchets encombrants :

- les appareils électriques et électroniques, tels que les téléviseurs, les radios et autres appareils de loisirs, les ordinateurs et autres appareils de bureau, les aspirateurs, les réfrigérateurs, les congélateurs et autres appareils électroménagers,
- les déchets spéciaux, tels que les piles, les tubes fluorescents, les produits chimiques et les huiles minérales,
- les véhicules hors d'usage et leurs composants, notamment les pneus,
- les déchets de chantier, la terre, les pierres et la boue,
- les cadavres d'animaux, les déchets animaux, de boucherie et d'abattoirs,
- les substances spontanément inflammables, explosives ou radioactives,
- les déchets organiques compostables, tels que les branches, le gazon et les feuilles,
- les autres déchets valorisables tels que le papier, le verre, les textiles et les métaux.

²La directive communale précise le mode d'élimination de ces déchets.

Article 9.- Feux de déchets

¹Les feux de déchets sont interdits sur le territoire communal.

Article 10.- Pouvoir de contrôle

¹Si les déchets sont déposés de manière incorrecte ou illégale, ou si d'autres motifs importants l'exigent, les récipients contenant des déchets peuvent être ouverts et examinés par des mandataires de la Municipalité à des fins de contrôle et d'enquête.

Chapitre 3 – FINANCEMENT

Article 11.- Principes

¹Le détenteur assume le coût de l'élimination de ses déchets.

²La Commune perçoit des taxes pour couvrir les coûts de gestion des déchets urbains. Le législatif communal en définit les modalités à l'article 12 ci-dessous, soit en particulier le cercle des assujettis, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.

³Jusqu'à concurrence des maximums prévus à l'article 12, la Municipalité est compétente pour adapter le montant des taxes à l'évolution des coûts effectifs tels qu'ils ressortent de la

comptabilité communale. Elle prend en compte les charges budgétisées, les excédents et les déficits des années précédentes. Elle communique les bases de calcul qui servent à fixer le montant des taxes.

Article 12.- Taxes

A. Taxe proportionnelle à la quantité de déchets

Taxes sur les sacs à ordures :

¹ Les taxes sur les sacs à ordures sont fixées à :

- Maximum : 1.50 francs par sac de 17 litres,
3.00 francs par sac de 35 litres,
5.00 francs par sac de 60 litres,
8.00 francs par sac de 110 litres.

Ces montants s'entendent avec TVA comprise.

B. Taxes forfaitaires

¹ Les taxes forfaitaires sont fixées à :

- 100 francs par an (TVA non comprise) au maximum par habitant de plus de 18 ans (sauf étudiants et apprentis)
- 150 francs par an (TVA non comprise) au maximum par entreprise et entreprise agricole.

² Pour les résidences secondaires, il est perçu du propriétaire une taxe forfaitaire de 100 francs par an (TVA non comprise) au maximum par résidence.

³ La situation familiale au 1^{er} janvier ou lors de l'arrivée dans la commune est déterminante pour le calcul de la taxe de l'année en cours.

⁴ En cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, la taxe est due par mois entier et calculée prorata temporis.

C. Taxes spéciales

¹ La Commune peut percevoir d'autres taxes causales pour des prestations particulières liées à la gestion des déchets, en fonction des frais occasionnés.

² La Municipalité précise par voie de directive les prestations particulières qui sont soumises à des taxes spéciales, ainsi que le montant de ces taxes.

Article 13.- Décision de taxation

¹ La taxation fait l'objet d'une décision municipale.

² Une fois définitive, la décision de taxation vaut titre exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillites.

Article 14.- Echéance

¹Les taxes doivent être payées dans les 30 jours dès leur échéance.

²Un intérêt moratoire de 5% l'an est dû sur les taxes impayées dès la fin du délai de paiement.

Chapitre 4 – SANCTIONS ET VOIES DE DROIT**Article 15.- Exécution par substitution**

¹Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office aux frais du responsable, après mise en demeure.

²La Municipalité fixe le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies et délais de recours.

Article 16.- Recours

¹Les décisions de la Municipalité qui ne concernent pas la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

²Les décisions de la Municipalité relatives à la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la commission communale de recours dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

³Les décisions de la commission communale de recours peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

⁴Les recours s'exercent par acte écrit et motivé.

Article 17.-Sanctions

¹Celui qui, intentionnellement ou par négligence, contrevient aux dispositions du présent règlement ou aux directives d'application fondées sur celui-ci est passible de l'amende. Les dispositions de la loi sur les contraventions s'appliquent.

²La Commune a le droit d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.

³Les dispositions pénales prévues par la législation fédérale et cantonale sont réservées.

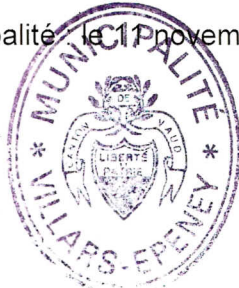
Chapitre 5 – DISPOSITIONS FINALES**Article 18.- Abrogation**

¹Le présent règlement abroge et remplace celui du 5 décembre 2008

Article.- 19 Entrée en vigueur

¹La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement après adoption par le Conseil général et approbation par le Département de la sécurité et de l'environnement. L'article 94, alinéa 2 de la loi sur les communes est réservé.

Adopté par la Municipalité le 11 novembre 2014
Le Syndic



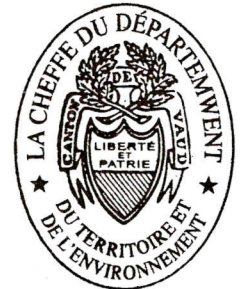
La Secrétaire

Adopté par le Conseil général ou communal : le 15 décembre 2014
Le Président



Approuvé par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement
le **19 JAN. 2015**

Jacqueline de Quattro



Annexe 1

Contenu de la directive communale prévue à l'article 3 du règlement

Horaire d'ouverture de la déchèterie:

La déchèterie est toujours ouverte

Déchets pris en charge :

- Ordures ménagères incoïçables. Font partie des ordures ménagères incoïçables, tous les déchets ménagers courants non recyclables, à l'exclusion de tout matériau pouvant suivre une autre filière d'élimination.

Ramassage sélectif: sont collectés séparément les déchets valorisables suivants:

- Papier
- Carton
- Verre
- Pet
- Flaconnages (bouteilles avec bouchon)
- Huiles minérales
- Huiles végétales, en quantités compatibles avec un usage ménager
- Boîtes de conserve en "fer blanc"
- Aluminium de "ménage", cannettes en aluminium
- Capsule Nespresso (en aluminium uniquement)
- Piles
- Gazon, feuilles, compost
- Petites branches
- Textile réutilisable (container TEXAID)

Déchets pas pris en charge

Les déchets suivants ne sont pas admis à la déchèterie de Villars-Epeney et doivent être apportés à STRID SA aux frais du détenteur et ne sont en aucun cas pris en charge par la commune, soit :

- Bois non traité
- Appareils électroménagers (réfrigérateur, cuisinière), possibilité de les rapporter auprès du vendeur
- Déchets urbains encombrants
- Déchets de chantier
- Déchets inertes (poterie, briques, vitres, miroirs, pierre ...)
- Peintures

A noter que :

- Véhicules hors d'usage et leurs composants (pneus, batteries, ...) : A éliminer par leur propriétaire et à ses frais, selon les normes légales et sans passer par la déchèterie communale. Pneus et batterie doivent notamment être repris par le fournisseur.
- Cadavres d'animaux et autres déchets carnés : A amener au centre de collecte pour sous-produits animaux (clos d'équarrissage).
- Substances spontanément inflammables, explosives ou radioactives : En raison du danger qu'elles représentent, ces substances ne peuvent être prises en charge au niveau communal. Il y a donc lieu de se renseigner, directement auprès de STRID SA.

Evacuation des déchets urbains par les entreprises enregistrées dans la commune

Les déchets urbains sont évacués par les entreprises soit :

- via la déchèterie communale, dans les infrastructures existantes, directement par l'entreprise.
- via une entreprise spécialisée agréée. L'entreprise négocie elle-même la mise à disposition du support de collecte et l'élimination de tous les déchets de l'entreprise par une entreprise spécialisée.
- l'entreprise dépose tous ses déchets à la STRID SA en son nom propre. L'entreprise assume tous les coûts d'élimination.

Les déchets encombrants sont évacués par les entreprises à leurs frais.

Les entreprises peuvent être tenues d'éliminer elles-mêmes les quantités importantes de déchets valorisables et, avec leur accord, les autres déchets urbains qu'elles détiennent.

Evacuation des déchets urbains par les entreprises extérieures à la commune

Les entreprises qui ne sont pas enregistrées dans la commune ne sont pas autorisées à utiliser la déchèterie communale. Elles évacuent les déchets, produits ou non sur le territoire communal, à leurs frais.

Financement

La vente des sacs taxés se fait dans les commerces de la région. Le prix des sacs est fixé en accord avec les municipalités de la région ayant adopté le même système de taxation. Il est actuellement fixé à :

- Fr. 1.00 pour les sacs de 17 l.
- Fr. 1.95 pour les sacs de 35 l.
- Fr. 3.80 pour les sacs de 60 l.
- Fr. 6.00 pour les sacs de 110 l.

Ces montants s'entendent TVA comprise

La commune perçoit une taxe forfaitaire pour la gestion des déchets, laquelle est de :

- Fr. 80.00 par an et par habitant de plus de 18 ans (sauf étudiants et apprentis)
- Fr. 80.00 francs par an (TVA non comprise) par entreprise agricole.
- Fr. 80.00 francs par an (TVA non comprise) par entreprise industrielle et artisanale enregistrée au registre du commerce.
- Fr. 20.00 francs par an (TVA non comprise) par entreprise de service enregistrée au registre du commerce.
- Fr. 80.00 par an (TVA non comprise) pour les résidences secondaires

A titre d'allègement favorisant les familles, un forfait de fr. 20.- par an et par enfant jusqu'à 3 ans révolus sera restitué à la famille.

La taxe de base pour les ménages et les entreprises est réévaluée périodiquement par la municipalité et adaptée aux coûts d'élimination des déchets avec pour objectif de garder un budget neutre.

Sanctions

Celui qui, intentionnellement ou par négligence, contrevient aux dispositions du règlement ou aux directives d'application fondées sur celui-ci est passible d'une amende, déterminée comme suit :

a) Dépôt, sur les points de ramassage, d'ordures ménagères incinérables dans des sacs non-conformes, ou en vrac, ou d'autres infractions au règlement, (exclu point b) :

I. Lors de la 1ère infraction Fr. 200.00

b) Dépôt sauvage d'ordures en pleine nature, en forêts, talus, haies, etc :

I. Lors de la 1ère infraction Fr. 500.00

Pour toute récidive, le montant de l'amende est doublé et les frais, en application de la loi sur les sentences municipales, y sont ajoutés.

Entrée en vigueur de la directive

Ces directives rentrent en vigueur le 1^{er} juillet 2020